

Marie-Thérèse SOMBO suspend temporairement les activités à l'ISTM/Kisantu

Le CSN

organise sa 60^{ème} session
ordinaire le 25 mars 2026

Le CRLCA

célèbre la journée internationale
de la langue maternelle



Appel à publication dans la
Revue Congolaise des Sciences et Technologies
ISSN (Online) : 2959-202X
ISSN (Print) 2960-2629
DOI prefix : 10.59228/rcst
www.csnrdc.net

SOMMAIRE

Vers une Science de solutions..... **P3**

Activités de la Ministre de l'ESURSI

- CAMES : Marie-Thérèse SOMBO porte la vision scientifique de la RDC..... **P4**
- Marie-Thérèse SOMBO Suspend temporairement les activités à l'ISTM/Kisantu..... **P5**
- Nucléaire civil : la RDC veut faire entendre sa voix au sommet mondial de Paris..... **P5-6**
- Marie-Thérèse SOMBO : la fusion de l'ESURSI marque l'entrée de RDC à l'ère de la professionnalisation de la valorisation scientifique..... **P7-8**
- Marie-Thérèse SOMBO mobilise les présidents des conférences des chefs d'établissements autour de la bonne gouvernance académique..... **P8**

Activités du CSN

- Le CSN va organiser sa 61ème session ordinaire le 25 février 2026..... **P9**

Echos des Institutions de Recherche

- L'INADep organise les renforcements de capacités en faveur de ses agents..... **P10**
- L'ACCOS organise une réunion de travail avec ses membres **P10**
- Le CRSAT organise une conférence scientifique en faveur de son personnel..... **P11**
- Le CRLCA célèbre la journée internationale de la langue maternelle..... **P11-12**
- L'ISTM/Kinshasa organise une matinée scientifique sur les minerais stratégiques..... **P13**
- Le SEMATECH organise une formation d'archivage électronique et la gestion électronique des documents..... **P13**

Lu pour vous

- Rôle de l'agriculture dans le développement socio-économique du territoire d'Idiofa : Enjeux, dynamiques et perspectives..... **P14**

Centres et Instituts de Recherche du Secteur Public en RD. Congo..... **P15**

Comité de rédaction du Bulletin Sciences et Innovations Technologiques (BSIT)

Directeur de Publication :

Christian MAZONO MPIA (CSN)

Secrétaire Général :

Jacques ASUKA MOTUNDU (CSN)

Secrétaire de Rédaction :

Jeanpi KALOMBO KANYINDA (CNT)

Rédaction Centrale

Freddy IPUKA BADJE (CSN)

Consort BELESI (CSN)

Jean-Luc BALOGIJE SELENGE
(CRMD/BUNIA)

Alain MBUYI MPOYI (CREE)

Nicole LUBUYA KANDA (CRGM)

LOTIME ANDANDA (CRLCA)

Freddy MADUKU MANZOMBA (CRMN/
GEMENA)

Théodore LUMU MBINGE (INADep)

Marketing et Publicité

Mélanie MWAMINI ZUHULA (CGEA)

Lauriane LOKOSO (CSN)

Design et Infographie

Patrick BHAYO (CSN)

Josaphat MENAVUVU (CSN)

MPELO KANI. STEVENS (CSN)

Camera

Jean Louis MBANDA (CNT)

Johnny MINGANU (CSN)

Frédéric KUMBA (CSN)

Traducteur /Version Anglaise

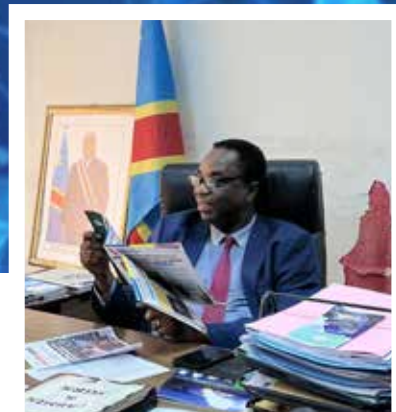
Roger MBOMA KWENGE (CSN)

Distribution

Baby MONKIA (CSN)



Vers une science de solutions



Professeur
Pius MPIANA TSHIMANKINDA
Président du CSN

La science a longtemps été conçue comme un sanctuaire de l'esprit dédié à la seule compréhension des lois muettes de l'univers, mais aujourd'hui elle s'affirme comme un levier transformateur, sommé de répondre à l'urgence des nécessités humaines. Cette 52^e édition du Bulletin Sciences et Innovations Technologiques se veut l'écho de cette transition fondamentale où le savoir, pour être légitime, doit impérativement s'imposer en solution.

Cette mutation vers une science agissante s'incarne d'abord par notre rayonnement international, porté avec détermination par la Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations, la Professeure Dr Marie-Thérèse SOMBO. En défendant la vision de la République Démocratique du Congo sur l'avenir de l'enseignement supérieur africain, elle réaffirme le statut de notre pays comme acteur historique majeur du continent. Qu'il s'agisse de l'intégration universitaire ou des enjeux du nucléaire civil mondial, elle démontre avec force que la maîtrise des technologies de pointe est, avant tout, une solution politique au service de notre souveraineté énergétique et industrielle. Dès lors, la science s'érige en véritable bouclier pour une nation qui refuse désormais de subir les diktats mondiaux afin de forger son propre destin.

Ensuite sur le plan national, notre souveraineté se construit patiemment au cœur de nos laboratoires et de nos Institutions de Recherche, là où s'élaborent des réponses concrètes aux défis de notre société. Dans le sillage de la vie quotidienne, cette science des solutions s'érige en un véritable acte de justice sociale et de santé publique. Elle s'illustre notamment par les recherches sur la valorisation nutritionnelle des produits locaux, qui offrent un rempart contre la malnutrition, ainsi que par les études sur le développement rural, prouvant que la modernisation des techniques agricoles demeure

la clé indispensable d'une croissance inclusive. Dans ce contexte, même la préservation de notre identité à travers l'éducation en langues maternelles devient une solution contre l'érosion culturelle, car une science qui ignore ses racines est une science qui perd son sens profond.

Ce numéro souligne également que la solution qu'apporte la science réside dans l'harmonie entre le progrès technique et la responsabilité éthique car la science en action, c'est aussi l'audace de lier la légalité des textes à la légitimité des besoins des communautés locales. Le débat porté sur l'anthropologie juridique des mines souligne l'urgence de réconcilier l'exploitation de nos richesses avec le bien-être social et la protection de l'environnement, notamment nos mangroves de Moanda, véritables poumons écologiques de la région. Cette approche globale garantit que le progrès scientifique ne laisse personne au bord du chemin.

Enfin, ce numéro célèbre un passage à la souveraineté numérique et entrepreneuriale. L'adhésion à l'initiative internationale GATEWAYS et le lancement de la plateforme digitale Bokeli illustrent notre volonté de briser les barrières bureaucratiques pour libérer le génie créateur. Grâce à l'intelligence artificielle, le chercheur et l'entrepreneur disposent désormais d'outils pour transformer une idée en un projet structuré et bancable. Le Conseil Scientifique National, en veillant à la rigueur de cette gouvernance, assure que chaque innovation soit un pas de plus vers un Congo prospère. La science au Congo est désormais une dynamique, sur le terrain, dans les mines, dans les champs et sur nos écrans, pour bâtir un avenir dont nous sommes les seuls maîtres. Puisse cette science demeurer la réponse lucide aux questions de notre temps, afin que chaque avancée soit, pour l'humanité, une promesse enfin tenue.

Activités de la Ministre de l'ESURSI

CAMES : Marie-Thérèse SOMBO porte la vision scientifique de la RDC

La République démocratique du Congo a participé activement, le 9 mars 2026 à Lomé au Togo, à l'ouverture officielle des 7e Journées scientifiques du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), un rendez-vous stratégique pour l'avenir de la recherche scientifique africaine.

Conduite par la Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche scientifique et Innovations, la Professeure Dr Marie-Thérèse SOMBO, la délégation congolaise prend part aux travaux organisés au Palais des Congrès et à l'Université de Lomé autour du thème : « Quelle recherche scientifique pour une Afrique solidaire, résiliente et développée : vers une politique commune ambitieuse de recherche dans l'espace CAMES ? ».

Devant les Ministres, recteurs d'universités, chercheurs et partenaires scientifiques venus de plusieurs pays africains, la ministre congolaise a rappelé l'urgence pour le continent de placer la science au cœur de son développement.

« La science, la recherche et l'innovation doivent devenir le véritable moteur central du développement africain », a-t-elle affirmé, appelant les États africains à transformer le potentiel scientifique du continent en solutions concrètes pour l'économie et la société.

La RDC présente sa réforme de l'écosystème scientifique

Profitant de cette tribune continentale, la Ministre Marie-Thérèse SOMBO a présenté les réformes engagées en République Démocratique du Congo pour repositionner la recherche scientifique comme un levier stratégique d'industrialisation et de création d'emplois.

Au cœur de cette transformation figure l'Incubateur du Génie Scientifique Congolais (IGSC), chargé de transformer les résultats de la recherche en innovations économiques. À ce jour, plus de 7 000 prototypes issus du génie scientifique congolais ont été recensés, dont plus de 1 000 accompagnés jusqu'au stade de maturation finale.

La RDC a également mis en place un instrument financier stratégique, le Fonds National de la Recherche Scientifique et Innovations Technologiques (FNRSIT), destiné à soutenir la maturation



technologique des innovations et leur insertion sur le marché. Depuis 2024, près de 300 milliards de francs congolais (environ 130 millions de dollars) ont déjà été mobilisés pour financer ces programmes.

Une contribution congolaise à la politique scientifique africaine

Lors de la conférence ministérielle consacrée à l'harmonisation des politiques nationales de recherche, la ministre congolaise a également plaidé pour une intégration scientifique plus poussée entre les pays membres du CAMES.

Selon elle, la construction d'une politique commune de recherche constitue « une étape essentielle pour renforcer l'intégration scientifique africaine et permettre à nos systèmes nationaux de recherche de répondre efficacement aux défis du développement durable ».

La RDC estime notamment que cette harmonisation permettra de renforcer la comparabilité des diplômes, la mobilité des enseignants-chercheurs et des doctorants, la mutualisation des infrastructures scientifiques ainsi que la mise en place de programmes de recherche conjoints répondant aux priorités du continent.

Les atouts scientifiques stratégiques de la RDC

Dans son intervention, la ministre de l'ESU-RSI a également rappelé que la RDC dispose d'importants atouts scientifiques susceptibles de contribuer à la politique

commune de recherche du CAMES.

Le pays abrite notamment la deuxième forêt tropicale du monde, une biodiversité exceptionnelle encore peu explorée et d'importantes ressources minières stratégiques comme le cobalt, le cuivre, le coltan et le lithium, essentiels aux transitions énergétique et numérique.

Vers une recherche africaine au service du développement

À travers sa participation active aux 7e Journées scientifiques du CAMES, la RDC entend contribuer pleinement à la construction d'un espace scientifique africain intégré, capable de transformer la recherche en innovations, en industries et en opportunités d'emplois pour la jeunesse.

« L'Afrique dispose d'un immense potentiel scientifique. Notre responsabilité collective est désormais de transformer ce potentiel en technologies, en industries et en emplois pour notre jeunesse », a conclu la ministre Marie-Thérèse SOMBO.

Les travaux de ces journées scientifiques se poursuivront à Lomé jusqu'au 12 mars avec plusieurs panels, rencontres ministérielles et sessions techniques consacrés à l'avenir de la recherche et de l'innovation dans l'espace CAMES.

Cellule de communication/ESU-RSI



SEM SOMBO AYANNE SAFI MUKUNA, Ministre de l'ESURSI

Marie-Thérèse SOMBO Suspend temporairement les activités à l'ISTM/Kisantu

La Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations (ESURSI) Marie-Thérèse SOMBO a suspendu temporairement des activités académiques et para-académiques au sein de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kisantu (ISTM/Kisantu), le 09 mars 2026 dans la province du Kongo Central.

Cette mesure est contenue dans l'Arrêté ministériel n°058/MINESURSI/CAB.MIN/SASM/MMK/2026 du 09 mars 2026, signé par l'Autorité de tutelle.

Une décision prise pour préserver l'ordre académique

Selon les éléments ayant motivé cet arrêté, l'ISTM/Kisantu fait face à des incidents ayant paralysé le bon déroulement des activités académiques et administratives, ainsi qu'à un climat interne marqué par des tensions persistantes. Cette situation a entraîné des dysfonctionnements au sein de l'établissement et empêché les organes de gestion de rétablir la sérénité nécessaire au fonctionnement normal de l'institution.

Dans ce contexte, le Ministère de tutelle a jugé nécessaire et urgent d'adopter des mesures conservatoires, afin d'éviter toute aggravation de la situation et de favoriser un retour rapide à l'ordre institutionnel.

Suspension des activités jusqu'à nouvel ordre

Conformément aux dispositions de l'article premier de l'arrêté, toutes les activités académiques et para-académiques de l'ISTM/Kisantu sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Les membres du Comité de gestion, le personnel académique, scientifique et administratif ainsi que les étudiants de l'établissement sont appelés à observer strictement cette mesure de suspension temporaire.

Déploiement d'une mission pour évaluer la situation

Afin d'identifier les causes profondes des incidents et d'évaluer la situation sur le terrain, une mission sera dépêchée auprès de l'ISTM/Kisantu. Celle-ci aura pour mandat de clarifier les faits, analyser la situation et faire rapport à l'Autorité de tutelle, en vue de la prise des mesures appropriées pour rétablir le fonctionnement normal de l'établissement.

Pour terminer, la Ministre a indiqué que cette décision s'inscrit dans la volonté du Ministère de l'ESURSI de garantir la stabilité, la discipline institutionnelle et la qualité du système d'enseignement supérieur en République Démocratique du Congo.

Cellule de Communication de la
Ministre de l'ESURSI
et Christian MAZONO/CSN



Nucléaire civil : la RDC veut faire entendre sa voix au sommet mondial de Paris

A l'heure où la transition énergétique et la sécurité d'approvisionnement en électricité s'imposent comme des priorités mondiales, la République Démocratique du Congo entend se positionner dans les débats stratégiques sur l'avenir du nucléaire civil. Kinshasa prévoit ainsi de prendre



part au deuxième Sommet mondial sur l'énergie nucléaire, prévu mardi 10 mars 2026 à Paris.

Cette rencontre internationale réunira des chefs d'État et de gouvernement, des responsables d'organisations internationales, des institutions financières, des industriels et des experts du secteur afin d'échanger sur la place du nucléaire dans la réponse aux défis énergétiques et climatiques.

Organisé par la France en collaboration avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, ce sommet ambitionne également de renforcer la coopération internationale et de promouvoir un développement sûr, durable et pacifique de l'énergie nucléaire.

Intervenant lors de la 81e réunion du Conseil des Ministres tenue vendredi 6 mars 2026 à la Cité de l'Union africaine sous la direction de la Première ministre Judith SUMINWA TULUKA, la Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations, la Professeure Marie-Thérèse SOMBO, a informé le gouvernement de la tenue de ces assises internationales.

Selon sa cellule de communication, elle prendra part à ce rendez-vous stratégique afin de porter la voix de la RDC et de promouvoir les perspectives du secteur nucléaire congolais.

« La Ministre a informé le Conseil de la tenue du sommet mondial sur l'énergie nucléaire prévu le 10 mars 2026 à Paris en France. Elle a indiqué que ce deuxième sommet mondial sur l'énergie nucléaire à l'initiative du gouvernement de la

République Française en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique connaîtra la participation de plus de 60 chefs d'État. Les discussions porteront sur le rôle stratégique du nucléaire face aux défis énergétiques, climatiques et industriels mondiaux », rapporte le compte rendu de la réunion lu par le porte-parole du gouvernement, SEM Patrick Muyaya.

Selon la note d'information présentée au Conseil des Ministres, la participation de la République Démocratique du Congo vise notamment à réaffirmer son statut d'acteur historique et crédible du nucléaire civil en Afrique.

« Abordant les enjeux stratégiques pour notre pays, elle a souligné la nécessité de réaffirmer notre statut d'acteur historique et crédible du nucléaire civil en Afrique, de moderniser et relancer nos infrastructures nucléaires, d'attirer des partenariats stratégiques et des financements internationaux, de renforcer la sûreté et la sécurité nucléaire conformément aux standards de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et d'empêcher toute marginalisation dans la recomposition du leadership régional », indique le compte rendu de la réunion.

Partout dans le monde, l'énergie nucléaire suscite un intérêt croissant. Selon le Mvinitère français de l'Europe et des Affaires étrangères, elle représente aujourd'hui près de 10 % de la production mondiale d'électricité et apparaît pour de nombreux pays comme un complément essentiel aux énergies renouvelables, permettant de produire une électricité pilotable et à faible émission de carbone.

Dans ce contexte, le sommet vise à favoriser les échanges entre États disposant déjà d'un programme nucléaire et ceux qui envisagent de s'engager dans cette voie, notamment dans les économies émergentes. Il permettra également de mettre en avant les usages pacifiques de l'atome, dans le respect des engagements internationaux, à l'approche de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire prévue au printemps 2026.

Un programme axé sur les priorités du nucléaire civil

La matinée du sommet sera consacrée à une séquence de haut niveau marquée par les interventions de chefs d'État et de gouvernement. L'après-midi sera dédiée à plusieurs panels et tables rondes autour de thématiques majeures du secteur.

Les discussions porteront notamment sur le rôle du nucléaire dans la transition énergétique et l'accès à une électricité fiable et décarbonée, les mécanismes de financement des projets nucléaires, ainsi que les innovations technologiques, notamment le développement des petits réacteurs modulaires qui ouvrent de nouvelles perspectives pour la production d'énergie et les usages industriels.

D'autres échanges aborderont également la sécurité d'approvisionnement en combustible, la gestion des matières et déchets radioactifs, ainsi que le développement des compétences et des chaînes d'approvisionnement nécessaires à la construction et à l'exploitation des installations nucléaires.

Potentiel et Christian MAZONO CSN

Activités de la Ministre de l'ESURSI

Marie-Thérèse SOMBO : la fusion de l'ESURSIT marque l'entrée de la RDC à l'ère de la professionnalisation de la valorisation scientifique



Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre effective et rationnelle de l'enseignement ouvert et à distance, Son Excellence Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations (ESURSI), la Prof Dr Marie-Thérèse SOMBO, a entrepris, depuis son accession à la tête du Ministère, plusieurs initiatives structurantes tant au plan national qu'international.

Les résultats de ces actions sont aujourd'hui tangibles. Pour clore avec succès le mois de février 2026, la patronne de l'ESURSI vient de réaliser une avancée majeure : l'adhésion officielle de la République Démocratique du Congo à l'initiative GATEWAYS UNESCO-UNICEF.

Portée par UNESCO et UNICEF, cette initiative mondiale, lancée en 2022, vise à accompagner les États dans la mise en place et le renforcement de plateformes nationales d'apprentissage numérique, sûres, inclusives et gratuites. Elle favorise l'accès universel à des contenus éducatifs de qualité, alignés sur les programmes scolaires et académiques, au bénéfice des élèves,

des étudiants, des enseignants ainsi que des familles.

GATEWAYS est née à la suite du Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation, en réponse à la nécessité urgente d'étendre l'éducation publique aux espaces numériques et d'en garantir l'accessibilité équitable.

Par cette adhésion, la République Démocratique du Congo rejoint un cercle de pays déjà engagés dans cette dynamique, notamment : le Bangladesh, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Finlande, le Ghana, l'Indonésie, la Jordanie, le Kenya, la Lettonie, le Liban, le Lesotho, le Libéria,

le Malawi, Malte, la Mongolie, Singapour, l'Ouganda, les États-Unis, l'Uruguay et la Zambie.

Parmi les actions prévues dans le cadre de cette initiative figurent le soutien technique aux États membres, le partage d'expériences et de bonnes pratiques à travers des visites d'études, ainsi que l'organisation de dialogues stratégiques.

À cet effet, l'Autorité de tutelle a désigné le Directeur-Chef de Service de l'Enseignement Ouvert et à Distance, Monsieur Thierry ABANKWI IPAMA en qualité de Référent Pays Principal. Il assurera la liaison officielle entre la République Démocratique du Congo et

Activités de la Ministre de l'ESURSI

les responsables de l'initiative, garantissant ainsi une coordination efficace et une mise en œuvre optimale des engagements pris.

Par cette avancée significative, Son Excellence Madame la Professeure Dr Marie-Thérèse Sombo concrétise davantage la vision du Chef de l'État, Son Excellence Félix Tshisekedi, portée par le Gouvernement dirigé par Son Excellence Madame la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka, en faveur de la modernisation, de la digitalisation et de l'internationalisation du système éducatif congolais.

« L'ouvrage intitulé « État généraux de l'enseignement supérieur et universitaire en République démocratique du Congo fruit du travail collectif d'une quarantaine de chercheurs », constitue une mémoire scientifique et un repère historique important pour notre secteur. Ce livre retrace les résolutions des États généraux de Lubumbashi en 2021, éclaire les fondements, analyse les dynamiques, les résistances et les perspectives, et jette les bases solides pour la consolidation de la réforme de système d'enseignement supérieur et universitaire en RDC », a fait savoir la Professeure Marie-Thérèse SOMBO.

De son côté, le Coordonnateur de l'Incubateur du Génie Scientifique Congolais a expliqué que les participants suivront 62 modules de deux à quatre heures chacune couvrant l'ensemble de la chaîne de valorisation de la création et gouvernance des structures à la propriété intellectuelle, du business plan à la fiscalité des start-up, etc.

« Ces immersions permettront, entre autre, l'ingénierie des prototypes, le dialogue direct avec les industriels, l'expérimentation des mécanismes d'incubation ainsi que l'analyse des contraintes réelles du marché », a révélé le Professeur Antoine TSHIMPI.

Au total, 72 enseignants-chercheurs, cadres d'entreprises, experts industriels et commerciaux sont mobilisés comme formateurs. Parmi les institutions représentées du côté des formateurs, l'on peut citer entre autres, les universités de Kinshasa, Lubumbashi, Goma, la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) ainsi que l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP). Le monde militaire est associé afin d'intégrer la dimension des innovations stratégiques.

Par ailleurs, les Ministères du Commerce extérieur, de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et des PME sont mobilisés.

ACP

Marie-Thérèse SOMBO mobilise les présidents des conférences des chefs d'établissements autour de la bonne gouvernance académique

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance dans le secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, Son Excellence la Professeure Docteure Marie-Thérèse SOMBO a réuni à Kinshasa, les présidents des conférences provinciales des chefs d'établissements de l'ESU afin de consolider la dynamique des réformes structurelles engagées au sein du système universitaire congolais.

Lors de cette rencontre d'orientation, la Ministre a souligné que la réussite des réformes en cours dépend étroitement de l'implication effective des établissements d'enseignement supérieur et universitaire, particulièrement, du bon fonctionnement des conférences provinciales des chefs d'établissements généralement.

« Cette dynamique des réformes structurelles ne peut porter ses fruits que si des efforts permanents sont consentis au niveau de chaque établissement et surtout des conférences provinciales des chefs d'établissements. D'où la nécessité et l'urgence d'un fonctionnement optimal de ces conférences », a martelé la ministre.

Cette réunion a ainsi constitué une opportunité pour la tutelle et les responsables académiques d'harmoniser leurs actions autour de plusieurs priorités stratégiques.

Il s'agit notamment de s'assurer du fonctionnement effectif des conférences provinciales des chefs d'établissements, de valider le principe ainsi que les modalités de mise en œuvre de la carte d'étudiant nationale à numéro unique, et de rappeler l'interdiction formelle des auditoires délocalisés non autorisés.

Les échanges ont également porté sur la préparation des missions de scolarité, la vérification de l'effectivité de la rentrée académique 2025-2026 ainsi que la collecte des données statistiques nécessaires à la planification du secteur.

Par ailleurs, la question du non-paiement des quotités a été examinée, avec l'identification de mesures coercitives destinées à garantir le respect des obligations réglementaires par les établissements concernés.

À travers cette initiative, la Ministre a réaffirmé sa volonté de renforcer la responsabilité institutionnelle des chefs d'établissements et de mettre en place un mécanisme rigoureux de suivi et de contrôle à l'issue de cette réunion.

Cette mobilisation des responsables académiques s'inscrit dans la volonté du gouvernement que dirige Madame Judith SUMINWA TULUKA de consolider la transparence, la discipline administrative et la qualité de la gouvernance au sein du système de l'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo.

Cellule de Communication de la Ministre de l'ESURSI/CSN

Activités du CSN

Le CSN organise sa 60ème session ordinaire le 25 mars 2026

Le Conseil Scientifique National (CSN) va organiser sa 60ème session ordinaire, le mercredi 25 mars 2026 dans la salle de conférence « Maître José MPANDA KABANGU » du CRESH située sur l'avenue Comité urbain, n°33 dans la commune de la Gombe.

Plusieurs points seront au centre de cette session dont notamment la lecture et l'adoption du PV de la 59ème session ordinaire du CSN du 22 décembre 2025, le relevé de décisions et recommandations de la session ordinaire du CSN du 22 février 2025, le fonctionnement des Institutions de Recherche durant l'intersession de janvier 2026 à mars 2026, le rapport des commissions créées par le CSN,



élaboration des prévisions budgétaires des IR exercice 2027, l'adoption des cadres organiques du Centre de Recherche en Eau et Environnement (CREE), de l'Observatoire Volcanologique de Goma (OVG/Goma) et de Service de Maintenance et d'Appui

Technologique (SEMATECH), les dossiers des nominations et des promotions des agents et cadres des Centres et Instituts de Recherche et les divers.

Notez que le Président du CSN, le Professeur Pius MPIANA TSHIMANKINDA insiste sur la participation de tous les membres à ladite session et rappelle que les décisions y afférentes engagent les Institutions de Recherche.

Au fait, le CSN se réunit quatre fois par année pour débattre des sujets liés au bon fonctionnement des Centres et Institutions de Recherche. Ces sessions se tiennent en mars, juin, septembre et décembre.

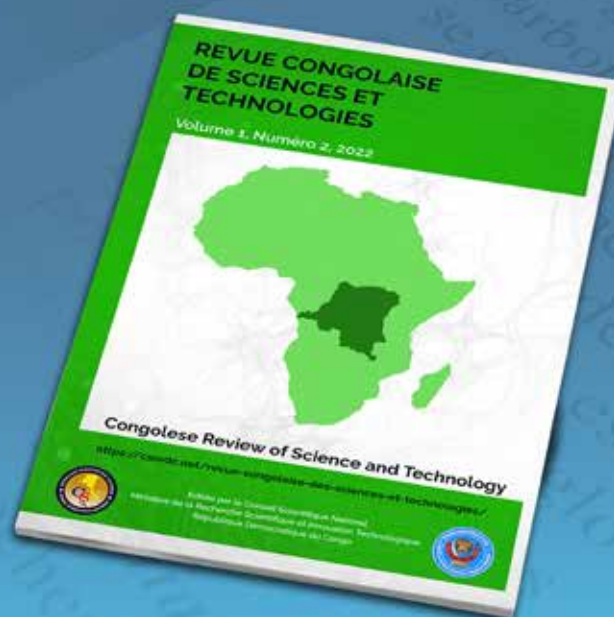
Consort BELESI/CSN

REVUE CONGOLAISE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

Publiez vos articles scientifiques et informez-vous de dernières avancées dans la Science et la Technologie

<https://rcst.cd>

Plateformes d'indexation



Echos des Institutions de Recherche

L'INADEP organise les renforcements de capacités en faveur de ses agents

Sous le haut patronage de Son Excellence Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations, l'Institut Africain d'Etudes Prospectives (INADEP) va organiser une formation de renforcement des capacités en faveur de ses agents sous le thème l'état congolais : "cheikh anta diop et la mission de l'INADEP pour l'Afrique ", le 25 mars 2026 à Kinshasa. sous le thème « L'État congolais : Cheikh Anta Diop et la mission de l'INADEP pour l'Afrique », le 25 mars 2026 à Kinshasa.

Cette grandiose matinée scientifique sera conduite par le Professeur BILOLO MUBABINGE, Directeur de l'INADEP. L'éthique et la déontologie, la genèse et les missions de l'INADEP ainsi que les perspectives d'avenir sont les grands points pour ce séminaire scientifique, culturel et



politique.

Plusieurs participants venus de partout au monde vont prendre part à cette messe scientifique qui se tiendra au mois de mars de cette année avec le concours participatif du Conseil Scientifique National.

L'invitation étant cordiale, le monde scientifique et de la recherche va se croiser dans quelques jours pour afin de mettre les points sur les "i" et les barres sur les "t" pour le devenir radieux de l'Afrique et du monde.

Théodore LUMU/INADEP

L'ACCOS organise une réunion de travail avec ses membres

L'Académie congolaise des sciences (ACCOS) a eu une réunion de travail avec ses membres, le 25 février 2026 à la Faculté de médecine de l'Université de Kinshasa.

L'Académie Congolaise des Sciences (ACCOS), sous la présidence du Professeur Jean-Jacques Muyembe a tenu sa réunion de travail le 25 février 2026 à la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa.

Outre le suivi des Prix MUYEMBE et ISHANGO, l'accent a été mis sur la Revue Congolaise des Sciences et Technologies, véritable vitrine de l'innovation académique nationale.

La cérémonie était présidée par la professeur MUYEMBE Jean-Jacques et le président du conseil scientifique, Professeur MPIANA Puis, a pris part en tant que secrétaire de la Division Sciences physiques et appliquées.

Cette séance de travail avait pour ordre du



Les participants en activité

jour les points suivants : Mot du Président de l'ACCOS, lecture et approbation du PV de la réunion du 29 octobre 2025, présentation par 4 académiciens de l'essentiel de leurs recherches scientifiques (6 minutes chacun) et informations (prix J.J. MUYEMBE et prix ISHANGO), visite à la Communauté Internationale à Athènes (Grèce), rapport AMASA, congrès d'études congolaises (Mbuji Mayi) et Symposium sur le 65e anniversaire du décès du secrétaire général de l'ONU.

À savoir sur la revue, le Président du CSN a reçu les ovations du Professeur TSHIMANGA de l'école



de l'eau et du Professeur TABA, Secrétaire perpétuel de l'ACCOS. Il a été félicité pour son travail remarquable dans le cadre de la Revue Congolaise des Sciences et Technologies (RCST). Les deux professeurs ont invité les autres professeurs à mettre plus en avant leurs travaux des recherches dans la RCST et de publier régulièrement pour mettre plus en lumière les innovations des académiciens de l'ACCOS.

Moise TSHIBANGU

Echos des Institutions de Recherche

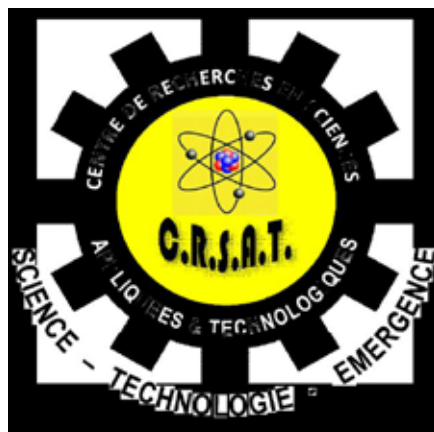
Le CRSAT organise une conférence scientifique en faveur de son personnel

Le Centre Recherche en Sciences Appliquées et Technologiques (CRSAT) a organisé une matinée scientifique le 04 février 2026 dans la salle de conférence du Centre de Recherches Géologiques et Minières (CRGM) sur le thème : « l'impact de la fermentation sur les effets biochimiques et nutritionnels de la farine enrichie et de son potentiel dans la prévention de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes en âge de procréer ».

Cette matinée scientifique qui a pour objectif d'évaluer l'impact de la fermentation sur la qualité nutritionnelle d'une farine enrichie formulée à partir de matières premières locales, destinée à la lutte contre la malnutrition que nous retrouvons chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes en âge de procréer.

Elle était animée par la chercheuse NKUTU KEMBISA Lumière assistant de 2ème mandant du département de Biotechnologie, Environnement et Substances Naturelles (DBESN) du CRSAT. Cette conférence a connu la participation des scientifiques de différents domaines scientifiques et des administratifs du CRSAT.

L'oratrice du jour a tenu à retracer la problématique de la malnutrition qui demeure un obstacle majeur de santé publique dans de nombreux pays en développement, affectant particulièrement les enfants de moins de cinq ans et les femmes en âge de procréer. Elle se traduit par des carences en protéines, en micronutriments essentiels et



en composés bioactifs indispensables au bon développement et au maintien de la santé. Dans ce contexte, la valorisation des ressources alimentaires locales à travers des procédés technologiques simples et accessibles, tels que la fermentation, constitue une approche prometteuse et durable.

Madame Lumière a enchaîné en précisant que cette étude portera sur l'évolution de la composition nutritionnelle de la farine avant et après fermentation, notamment la teneur en macronutriments (protéines, lipides et glucides), en minéraux, ainsi que sur la biodisponibilité des nutriments et la réduction des facteurs antinutritionnels.

L'intervenante a fait appel dans son étude à la farine de soja, maïs, chenille et autres substances naturelles afin d'obtenir une mixture des nutriments très équilibrés.

La Chercheuse a exposé que la fermentation sera réalisée avec la souche de *Lactobacillus plantarum* selon un protocole contrôlé, en mettant en évidence ses effets sur les paramètres physicochimiques, la qualité microbiologique et les propriétés fonctionnelles de la farine. L'évaluation de la valeur nutritionnelle sera complétée par l'analyse de l'activité antioxydante et l'identification des métabolites issus du processus fermentaire.

Les résultats attendus permettront de démontrer que la fermentation améliore significativement la qualité nutritionnelle, la digestibilité et la biodisponibilité des nutriments de la farine enrichie, tout en renforçant sa sécurité sanitaire. Ce travail contribuera à proposer une solution alimentaire innovante, économiquement accessible et adaptée aux besoins nutritionnels des groupes vulnérables, en appui aux stratégies de lutte contre la malnutrition maternelle et infantile.

Elle a conclu que cette recherche apportera un nutriment dosé en vitamine, protéine, minéraux, glucide et lipide élément essentiel pour une bonne santé. Enfin ce projet permettra de démontrer l'impact de la fermentation sur la valeur nutritionnelle et technologique des farines enrichies, contribuant à la formulation de produits locaux plus nutritifs et adaptés à la lutte contre la malnutrition.

ATITUNGU SANGOL Dieudonné/CRSAT

Le CRLCA célèbre la journée internationale de la langue maternelle

La journée internationale de la langue maternelle, placée cette année par l'UNESCO sous le thème : « l'éducation multilingue, un pilier de l'apprentissage intergénérationnel » était célébrée le 21 février 2026 au Centre de Recherche en Langues et Cultures Africaines (CRLCA) à Kisangani.

Sous le format d'un séminaire de travail, allant de la Conférence inaugurale vers les présentations en table ronde pour ainsi favoriser des discussions les plus pratiques possibles à travers un débat participatif, les participants ont été invités à réfléchir sur la place des langues maternelles dans la vie quotidienne.

Le public cible du séminaire était constitué des écoles, des universités, des communautés, des

journalistes, de la société civile et des autorités politico administratives.

Après accueil, enregistrement des participants, et la remise des documents de travail, le mot de l'UNESCO a été lu par l'Attaché de Recherche Edouard MEBWA, Modérateur principal de la journée, précédé bien entendu par l'hymne national et suivi du mot d'accueil du Directeur Général ai du CRLCA, le Professeur Nicolas MOMBAYA Liwila de l'Université de Kisangani.

Sous le thème « La langue maternelle dans le contexte congolais et son émergence mondial », le Professeur David KOPA, Chargé de Recherche, a donné la conférence inaugurale qui a orienté le reste des présentations et le débat participatif à la lumière des objectifs ci-haut déclinés. Il a



démontré que la langue maternelle en RDC constitue un espace de négociation entre héritage culturel, impératifs nationaux et pressions globales. Elle est à la fois outil d'émancipation et terrain de compétition symbolique. Et le Conférencier de conclure que l'enjeu n'est pas, pour la RDC, de substituer une langue à une autre, mais de construire un modèle congolais de pluralisme harmonisé, capable de préserver la

Echos des Institutions de Recherche

richesse culturelle tout en favorisant l'intégration nationale et internationale.

Après la conférence inaugurale, au cours d'une session interactive animée par l'Attaché de Recherche Norbert MONDENG MESALA, trois présentations ont été faites : La première par le Professeur Emmanuel NGBANGA BANDOMBELE dont le thème était « Lorsque les intellectuels tuent les langues africaines en Afrique » Le Maître de Recherche a alerté sur la situation alarmante des langues africaines qui sont menacées d'extinction sur plusieurs niveaux linguistiques, à savoir phonétique, morphosyntaxique et sémantique et plaide pour une prise en charge, à travers une politique linguistique active, des efforts de revitalisation des langues. Le Professeur Nicolas MOMBAYA LIWILA, Directeur Scientifique et DG ai du CRLCA a, quant à lui, expliqué le lien entre « Langues, mémoire collective et transmission intergénérationnelle ».

Le DG ai du CRLCA a démontré que les langues maternelles, au-delà de leurs fonctions communicatives, constituent des réservoirs de mémoire collective, des vecteurs essentiels de transmission culturelle, historique et identitaire dans lesquelles sont inscrits l'histoire des peuples, les expériences sociales et politiques, les savoirs écologiques et médicaux, les visions du monde.

La disparition ou la marginalisation d'une langue entraîne donc l'érosion de la mémoire collective. Il en appelle à la conscience de tous les Africains en général et de tous les Congolais en particulier, de valoriser leurs langues et de préserver leurs cultures. Enfin, le Docteur De Gaulle ITOLOME LINGONDE, a rappelé la nécessité de « L'intégration des langues maternelles à l'Education Primaire, Secondaire et Universitaire ». L'Attaché de Recherche a démontré l'importance de la langue maternelle dans l'éducation, surtout au début de la scolarité, car elle favorise la compréhension, la réussite scolaire et le développement intellectuel de l'apprenant. Il souligne toutefois que l'utilisation de la langue maternelle doit être complémentaire à l'apprentissage des langues officielles ou internationales.

Ce Conférencier plaide enfin pour une politique éducative équilibrée ; intégrant la langue maternelle et les langues étrangères qu'il estime la meilleure voie pour garantir une éducation inclusive et de qualité.

Enfin, sous l'animation de l'ATR LOSINGO un débat participatif et inclusif a eu lieu en tables ouvertes autour du thème « Comment valoriser les langues maternelles au quotidien » ? Le débat visait à créer un espace de réflexion, de dialogue et de propositions concrètes autour de

la promotion des langues maternelles dans la vie quotidienne.

Les échanges ont tourné autour de 4 axes suivants : langues maternelles et famille, langues maternelles et école, langues maternelles, médias et numérique langues maternelles, culture et politiques publiques.

L'objectif général était de Contribuer à la valorisation et à la promotion des langues maternelles comme outils de communication, d'éducation, de cohésion sociale et de transmission des savoirs. Et comme objectifs spécifiques, le débat participatif voudrait amener les participants à :

- analyser les usages actuels des langues maternelles ;
- identifier les obstacles à leur promotion ;
- recueillir des expériences et bonnes pratiques locales ;
- formuler des recommandations et actions concrètes. La synthèse des échanges par axe se présente comme suit :

Langues maternelles et famille

Les participants ont souligné que la famille demeure le premier espace de transmission linguistique. Toutefois, la tendance à privilégier le français ou certaines langues dominantes a été relevée et il a été constaté une baisse de la transmission intergénérationnelle et une influence de la scolarisation et de l'urbanisation. Ainsi, ils ont proposé de (d) :

- encourager l'usage systématique des langues maternelles à la maison ;
- valoriser le rôle des parents et grands-parents ;
- promouvoir contes, chants et proverbes.

Langues maternelles et école

Les échanges ont mis en évidence le décalage entre l'école et les réalités linguistiques des apprenants. Le constat était tel qu'il s'observait une faible intégration des langues maternelles dans l'enseignement et un manque de matériels pédagogiques adaptés. Les participants ont proposé de (d) :

- introduire progressivement les langues maternelles à l'école ;
- former les enseignants ;
- produire des supports pédagogiques multilingues.

Langues maternelles, médias et numérique

Les médias ont été identifiés comme des leviers

majeurs de promotion linguistique.

Ici, le constat, c'est la présence encore limitée des langues locales dans certains médias et la forte attractivité des réseaux sociaux chez les jeunes. Les propositions suivantes ont été faites :

- renforcer les émissions en langues maternelles ;
- produire des contenus numériques (vidéos, podcasts) ;
- impliquer les jeunes créateurs de contenus.

Langues maternelles, culture et politiques publiques

Les discussions ont souligné le rôle clé des institutions culturelles et des politiques linguistiques. Les constats sont les suivants : insuffisante valorisation institutionnelle et faible coordination entre acteurs. Il a été proposé ce qui suit :

- intégrer les langues maternelles dans l'administration locale ;
- soutenir les initiatives culturelles ; renforcer la recherche et la documentation linguistique.

À l'issue des discussions, les recommandations suivantes ont été formulées :

1. Placer les langues maternelles au cœur de la vie familiale.
2. Renforcer leur présence dans le système éducatif.
3. Exploiter les médias et le numérique comme espaces de valorisation.
4. Soutenir les initiatives culturelles locales.
5. Mettre en place des politiques linguistiques inclusives.

Encourager la recherche et la documentation des langues

L'atelier a permis de mettre en lumière l'importance stratégique des langues maternelles pour l'identité, la cohésion sociale et le développement durable. La promotion des langues maternelles au quotidien nécessite un engagement collectif, associant familles, écoles, médias, institutions et communautés.

Les participants ont exprimé le souhait que les recommandations issues de cet atelier servent de base à des actions concrètes et durables.

Dr Prof. Nicolas MOMBAYA
Liwila/DG/CRLCA

Echos des Institutions de Recherche

L'ISTM/Kinshasa organise une matinée scientifique sur les minerais stratégiques

L'institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-KIN) a organisé une journée scientifique ayant pour le thème principal : « les minerais stratégiques en République Démocratique du Congo (RDC) : du scandale géographique à la tragédie sociale », le 26 février 2026 à Kinshasa.

« Je ne peux pas avancer sans me faire le devoir de remercier chaleureusement les organisateurs de cette matinée scientifique, qui a pour thème principal : Les minerais stratégiques de la RDC : du scandale géologique à la tragédie sociale+ avec un accent sur les enjeux environnementaux et sanitaires », a déclaré la Professeure Nicole NTUMBA, Directrice de Cabinet adjointe du Chef de l'État, chargée des questions politiques, juridiques et diplomatiques et oratrice principale cette matinée scientifique.

Intervenant sur la thématique « Paradoxe des ressources naturelles en RDC », elle a soulevé plusieurs questions, notamment pourquoi l'abondance des ressources naturelles ne profitent-elles pas au développement ? Pour répondre à ces questions, cette dernière a invité l'assistance à pénétrer dans un autre univers pour mieux comprendre le paradoxe. Celui de l'anthropologie juridique.

Cependant, elle a expliqué que « le mot anthropologie juridique, c'est la science de l'homme. C'est prendre cet homme dans un système juridique, dans un système de normes, dans un système de textes. Comment est-ce que cet homme se comporte devant des textes qui régissent le domaine minier, pour le cas d'espèce ? ». L'anthropologie juridique, selon elle, analyse

dans ce contexte la manière dont les sociétés minières conçoivent, produisent, interprètent, tout en s'attachant à découvrir les logiques qui commandent les modèles de pensée, la coexistence avec la chefferie, perçue comme plus ancienne et plus légitime.

Et la prise en compte des besoins des communautés locales visant dans le lieu d'exploitation des mines. Cette anthropologie juridique prend en compte, a-t-elle poursuivi, la dichotomie entre la légalité et la légitimité, l'écrit, les us et coutumes, le modèle de conduite et de comportement dans l'exploitation minière pour contribuer au développement des communautés locales et du pays tout entier.

Ressources et enjeux économiques

Intervenant sur les « Ressources et enjeux économiques-Cartographie et valeur stratégique des minerais : impact sur l'économie nationale et mondiale » le Directeur Général du Centre de Recherches Géologiques et Minières (CRGM) le Professeur Roland KAKULE, a évoqué la couronne des richesses minérales en RDC, notamment le cuivre, cobalt, uranium, l'or, le diamant, le coltan, le lithium. La RDC, selon lui, a quatre types de coltan dans les deux provinces du Kivu et Ituri, ainsi que d'autres composantes à comprendre par l'identification sur le marché international.

La transformation, le raffinement et la vente de ces minerais en RDC sont autant de résolutions soulevées par le professeur Kakule. En outre, le Professeur Jean-Pierre Beya, intervenant sur « Ressources environnementales de la

RDC, source de conflits », a recommandé, notamment le renforcement de la gouvernance minière, de la transparence et de la traçabilité de la gestion des ressources naturelles. « Les ressources environnementales de la RDC sont essentiellement des ressources potentielles du pays, mais elles sont aussi une source de conflits externes et internes. Une gestion durable est essentielle et repose sur le dos de la ressource humaine congolaise parfois corrompue. Car la ressource humaine doit prédominer sur les autres ressources environnementales », a-t-il expliqué.

La Directrice générale de l'ISTM-Kinshasa Professeure Joséphine Ntumba, a remercié la Dircaba du Chef de l'État la Professeure Nicole Ntumba Bwatshia et les deux autres intervenants pour la qualité de leurs exposés permettant aux étudiants de cerner les liens entre les minerais stratégiques de la RDC, la santé et l'environnement.

L'ISTM-Kinshasa, selon elle, forme les spécialistes en matière de santé appelés à comprendre les enjeux sur les minerais stratégiques. Par la même occasion, après cette matinée scientifique, la professeure Ntumba a procédé à l'inauguration d'un auditoire à l'ISTM- Kinshasa portant son nom « Nicole Bwatshia ». La construction de cet auditoire d'une capacité d'accueil de plus de 200 étudiants a été financée par la « Fondation Nicole Ntumba Bwatshia ». L'ISTM -Kinshasa créé en 1961, organise à ce jour, plus de dix sections et une école doctorale dans divers domaines des sciences et techniques médicales.

ACP et Christian MAZONO

Le SEMATECH organise une formation d'archivage électronique et la gestion électronique des documents

Le Service Spécialisé de Maintenance et d'Appui Technologique (SEMATECH) a organisé un atelier sur le système d'archivage électronique et la gestion électronique des documents, le 11 mars 2026 au CRESH à Kinshasa.

Cet atelier de formation avait pour mission de procéder à la formation du personnel du des Centres et Instituts de Recherche sur le système d'archivage électronique et la gestion électronique des documents.

Selon le Directeur Général du SEMATECH Alain BAZA, plusieurs recommandations

ont été reformulées. Il s'agit notamment de la nécessité de procéder à l'implantation d'une plate-forme d'un système d'archivage électronique (SE) et la gestion électronique des documents (GED), la mise en place d'un cadre de pilotage, la formation d'accompagnement des Institutions de Recherche par le CSN, la nécessité de passer dans chaque Centre de Recherche pour former les chercheurs sur le système d'archivage électronique et la gestion électronique des documents.

Le Secrétaire Permanent Maître KABEYA BAJIKA Johnny avait représenté le Président



du CSN empêché. Le Rédaction du BSIT reviendra avec des détails à la prochaine édition.

Christian MAZONO/CSN

Lu pour vous



Kalala Eyay Kennedy
Chercheur /CREM

Rôle de l'agriculture dans le développement socio-économique du territoire d'Idiofa : Enjeux, dynamiques et perspectives

Le Chercheur du Centre de Recherche sur l'Enseignement de la Mathématique (CREM) Kalala Eyay Kennedy et son équipe de recherche ont publié le 02 février 2026 à la Revue Congolaise des Sciences et Technologies un article scientifique intitulé : « rôle de l'agriculture dans le développement socio-économique du territoire d'Idiofa : enjeux, dynamiques et perspectives ».

Selon ces chercheurs, le secteur agricole reste l'une des activités leaders dans l'économie de la République Démocratique du Congo (RDC), en particulier dans les zones rurales où il demeure l'unique source de revenu de la population.

Poursuivant leurs réflexions, ils ont indiqué que dans le territoire d'Idiofa de la province du Kwilu, l'agriculture est fondamentale pour la survie. l'existence des ménages, l'organisation des échanges dans la communauté, ainsi que pour la transmission des connaissances locales.

Par ailleurs, les auteurs ont soutenu que ce secteur souffre de très faible productivité, à cause de l'utilisation d'anciennes méthodes de culture.

Ils ont noté en outre que ces éléments déterminants font d'une agriculture traditionnelle

une source de profonds questionnements sur son aptitude à assurer dans l'avenir un renouveau face aux demandes sans cesse croissantes des populations et à amorcer un développement de type raisonnable et soutenu de l'économie et de la société.

Pour eux, Idiofa a tout ce dont elle a besoin pour soutenir l'agriculture : des terres fertiles, un climat favorable, des pluies régulières, et une population principalement engagée. La réalité agricole, cependant, tourne autour de défis tels que l'isolement des zones de production, un accès limité aux intrants agricoles modernes, l'absence de supervision technique efficace, la rareté des installations de transformation, et le manque de politiques agricoles adaptées au contexte local. Le développement d'un système agricole orienté vers le marché qui puisse réduire durablement la pauvreté est entravé par ces facteurs.

Paradoxalement, la RDC, une nation orientée vers l'agriculture, dépend des importations pour la plupart de ses produits alimentaires. Cette dépendance expose les profondes faiblesses dans la gouvernance agricole et, en fait, le relèvement progressif de la production nationale nécessite un grand changement au niveau agricole. Des campagnes pour sensibiliser à la nécessité de consommer des biens produits localement sont souvent lancées, mais il y a un

manque total d'investissement soutenu dans la production locale. Cela s'accompagne de pratiques institutionnelles opaques, de taxation informelle, et d'un climat peu engageant pour l'entrepreneuriat agricole.

Ils ont insisté sur le fait que ces blocages institutionnels étouffent les efforts des producteurs et ont proposé des pistes de réflexion concrètes pour la modernisation territoriale de l'agriculture à Idiofa.

Ces chercheurs ont conclu que l'agriculture dans le territoire d'Idiofa reste principalement familiale, non mécanisée et orientée vers l'autoconsommation. Les exploitations agricoles sont généralement de petite taille (moins de 2 hectares) et gérées par des familles rurales, souvent sans assistance technique. Les principales cultures pratiquées sont le manioc, le maïs, les haricots, le riz, les légumes-feuilles et quelques cultures fruitières. L'usage d'outils modernes, de semences améliorées ou de fertilisants chimiques est très marginal, tandis que les techniques agricoles reposent sur des savoirs traditionnels, notamment la culture sur brûlis, la rotation culturale naturelle et la polyculture vivrière.

Christian MAZONO/CSN

CENTRES ET INSTITUTS DE RECHERCHE DU SECTEUR PUBLIC EN R.D.CONGO

IRSS (Institut de Recherche en Science de la Santé) Objectif : Améliorer l'état de santé de la population par des recherches dans les domaines : pharmaceutique, médical, anthropologique, psychologique ou socioculturel. Adresse : 9 , Av. Lukusa /Gombe; E-mail: dryembo@gmail.com; Tel: 0824580211	CRSS (Centre de Recherche en Science Sociales / Bandunduville) Objectif: Faire des recherches scientifiques concrètes sur les grands problèmes socio-économiques et culturels. Promouvoir un développement durable aquatique. Adresse: 29, Av. de la mission, Q/Salongo, C/Basoko. BANDUNDUVILLE, BP. 223 ; E-mail: akuzituka@gmail.com; Tel: 0815898971
CRSAT (Centre de Recherche en Sciences Appliquées et Technologiques) Objectif: Mettre au point des matériaux , des appareils , des méthodes ou procédés en vue de trouver des solutions aux problèmes urgents de la population dans divers domaines de l'habitat, du développement rural ainsi qu'à ceux liés à la modernisation de la société. Adresse : 106, Blvd du 30 Juin, C/Gombe; E-mail: Jeanneolmputu@gmail.com; Tel: 0821138261	CREF (Centre de Recherche en Ecologie Forestière /Mabali) Objectif: Recherche Scientifique sur les plante, les espèces aquatiques et les espèces Animals. Adresse: D.S/MBANDAKA/PROVINCE DE L'EQUATEUR; E-mail: bosomboependi2@gmail.com; Tel: 0825241704
CRESH (Centre de Recherche en Sciences Humaines) Objectif: Assurer la promotion humaine des congolais par l'étude de ses dimensions sociales, économique et politiques tendant à déceler les facteurs qui influencent positivement ou négativement sur son développement. Adresse: 33, Av. comité urbain C/ Gombe; E-mail: mingashang@yahoo.fr; Tel: 0819377821	CRMN (Centre de Recherche sur les Maladies Nutritionnelles/Gemena) Objectif: Recherche sur les maladies liées à la malnutrition telles que les maladies apparentées en isolants certains molécules, le cas SYZYSIUM GUINÉSIE pour combattre les levures amibiennes et la diarrhée du Sud Ubangi. Adresse: Mobutu n° 220/A. GEMENA/ PROVINCE DU SUD- UBANGI; E-mail: cherusangi@yahoo.fr; 0992416091
CREM (Centre de Recherche en Enseignement de la Mathématique) Objectif: Effectuer des recherches dans le domaine de l'enseignement des Mathématiques en vue d'améliorer la qualité. Adresse :84 , Av. des Ambassadeurs C/ Gombe; E-mail: mabelamatendorostin@gmail.com; Tel:0815031877	CRSN (Centre de Recherche en Sciences Naturelles /Lwiro) Objectif: Effectuer, promouvoir et coordonner Les recherches dans Les domaines de la science, de la technologie et de l'industrie sur toute l'étendue de la RDC Adresse: LWIRO , TERRITOIRE DE KABARE/SUD KIVU; E-mail: robert.kasisi@umontreal.com; Tel: 0996806699.
CRG (Centre de Recherche en Géophysique) Objectif: Mettre à la disposition du pays un réseau national d'observation de géophysique, pour l'étude globale de comportement interne du globe terrestre en RDC. Adresse : 44, Av. de la démocratie, C/ Gombe(enceinte du CRGM); E-mail: tondozi@gmail.com; Tel: 0854426228	CRMd (Centre de Recherche Multidisciplinaire de Développement/ Bunia) objectif: Mener des recherches opérationnelles dans la partie Nord-Est de la RDC dans le domaine de la linguistique appliquées, des cultures africaines et des sciences appliquées-Etude de la nature, faune, flore et protection des espèces en voie de disparition Adresse:BUNIA/ITURI; E-mail: Kermwathomas@gmail.com; Tel: 0997717070.
INADEP (Institut Africain d'Etudes Prospectives) Objectif: Effectuer des réflexions anticipatives afin de proposer des solutions aux crises et aux problèmes liés à l'évolution des sociétés africaines Adresse : Av. Cardinal Malula, C/ Lemba; E-mail: mgtarcibangu@yahoo.fr; Tel: 0996658741	CRH (Centre de Recherche en Hydrobiologie à Uvira) objectif: Assurer la programmation, la coordination et le suivi des activités de recherche hydrobiologie, limnologie et de la pêche dans tous les écosystèmes. Adresse: 115, AV. du Congo, Q/Kimanga, C/Kalundu, UVIRA / SUD KIVU; E-mail: bida-kamuhoza@gmail.com; Tel: 0997716307.
CRMD (Centre de Recherche Multidisciplinaire de Développement/Matadi) Objectif: Mener des recherches opérationnelles dans le kongo central dans le domaine de la linguistique appliquée des cultures africaines et des sciences appliquées Adresse :Hôtel de la porte Matadi; E-mail: Mwanzanicolas5@gmail.com; Tel:0815037949	CoE/CBRN (Centre d'Excellence Chimique, Biologique, Radiologique et Nucléaire) Objectif: Contribuer à l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Adresse: 106, Blvd du 30 Juin, C/Gombe; E-mail: coe.cbrn.rdc@gmail.com ; Tel: +243 817742543
CNPRI (Comité National de Protection contre les Rayonnements Ionisants) Objectif: Réglementer, contrôler à travers des inspections ; autoriser la possession, l'emploi et le déplacement des matières nucléaires et radioactives ainsi que appliquer les mesures de coercition, le cas échéant . C'est l'Autorité de régulation dans le domaine de l'utilisation des matières nucléaires et radioactives. Adresse: 4675, Av. Colonel Ebeya, Immeuble Quitus 2ème niveau; Email: Flory1963@gmail.com; Tel: 0816684665	OVG (Observatoire Volcanologique de Goma) Objectif: Prévention des risques volcaniques par la surveillance des Volcans et du Lac Kivu ; Gestion des risques naturels; Recherche scientifique. Adresse:142, Avenue Du Rond Point ; Quartier Les Volcans ; Commune de Goma ; Ville de Goma; Nord-Kivu; E-mail: mavotulu@gmail.com; Tel: 0998584734
CGEA (Commissariat Général à l'Energie Atomique) Objectif: Effectuer, promouvoir et coordonner la Recherche Scientifique et technique dans divers de la science et de l'industrie, intéressant l'utilisation de l'énergie atomique et la recherche spatiale. Adresse: Enceinte de l'UNIKIN; E-mail: Steve.muanza.kamunga@gmail.com; Tel: 0808643248	CREE (Centre de Recherche en Eau et Environnement) Objectif: Servir d'un lieu de formation et de recherche axée sur la maîtrise de la gestion de l'eau et de l'environnement. Proposer des solutions relatives aux problèmes qui pourraient surgir autour de l'eau. Créer un réseau national des scientifiques et chercheurs congolais pour analyser et diffuser les informations sur l'impact de changement climatique en RDC. Promouvoir l'éducation et le droit à l'environnement Adresse: 44, Comité Urbain C/ GOMBE; E-mail: ngelipatience@gmail.com; Tel: 0818105625.
IGC (Institut Géographique du Congo) Objectif: Production de la carte de base de la RDC à l'échelle de 1/50.000 et ses dérivées. Adresse: 106, Blvd du 30 Juin, C/Gombe; E-mail: Fidele.balibuno@unikin.ac.cd; Tel: 0974449240	CRSARP (Centre de Recherche de Sélection, d'Adaptation des Ruminants et Porcins) Objectif: Mener des études et recherches dans le domaine de l'élevage des ruminants et porcins. Adresse: 45, Av. Lumumba, Q/de la gare, LUPUTA/ KASAI-ORIENTAL; E-mail: tshamalagabriel@gmail.com; Tel: 0851817370
CRGM (Centre de Recherche Géologique et Minière) Objectif: Effectuer des Etudes et Analyses permettant une meilleure connaissance du sol et sous-sol du territoire national Adresse: 44, Av. de la démocratie, C/ Gombe; E-mail: rolandkakule@gmail.com; Tel: 0851506161	CNT (Centre National de Télédétection) Objectif: Recherche dans la Télédétection. Adresse: PLACE ROYAL IMMEUBLE KASAI; E-mail: davidngindub@gmail.com; Tel: 0815103502.
INERA (Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique) Objectif: Promouvoir le développement de l'agriculture au Congo. Maintenir des variétés, essais multi- locaux, et ses paysans, gestion et conservation du génotype. Mettre en marche un programme un programme suivi et évaluation des activités de recherche. Vulgariser les nouvelles variétés. Redonner à la direction technique en gestion une valeur traduisant bien sa raison d'être en vue d'une production de semences de base et de prébase associée. Reprendre la publication de la revue agricole pour diffuser les résultats de recherches. Adresse: 13, Av. des Cliniques, BP :2037 KINSHASA , C/Gombe; E-mail: domikankonde@yahoo.fr; Tel: 0818248620	CNRSBD (Centre National de Recherche en Science Buccodentaire) Objectif: Mener des études et Recherches dans le domaine de la santé Buccodentaire. Adresse: 13, 10ème Rue, Quartier Industriel, C/Limete; E-mail: Cnrsbd.rdc@gmail.com; Tel: 0822244152; 081835159; 0840922982
CRLCA (Centre de Recherche en Langue et Culture Africaine) Objectif: Coordonner et réaliser tous les projets de recherche concernant des langues et cultures africaines. Adresse: 53 C, Av. Makiso, blvd du 30 juin, Kisangani/ Tshopo. Tel: 0851934320	ACCOS (Académie Congolaise des Sciences) Objectif: Promotion et Rayonnement de la Science, de la Technologie, des Arts et lettres. Accompagnement des initiatives inventées. Adresse: Faculté des sciences/ UNIKIN local 28; E-mail: jrmuyembet@gmail.com; Tel: 0813330242
CRAA (Centre de Recherche Agro-Alimentaire/Lubumbashi) Objectif: Identifier les procédés de transformation, de conservation des produits agricoles locaux de base. Améliorer la qualité des aliments importés ou fabriqués localement par l'application des normes approuvées et un contrôle de qualité. Aider le développement technologique de l'agro-industrie existante en leur apportant dans la mesure du possible une assistance technique. Adresse: 1, Av. Président ILEO, Q/CRAA, C/Lubumbashi; E-mail: Julesnkulu@gmail.com; Tel: 0997131002	CRIPM (Centre de Recherche Interdisciplinaire Pédagogique de Matadi) Objectif:--Science de l'information. Adresse: Les Bâtiments de l'institut supérieur pédagogique de Matadi; Tel: 0896501462



REVUE CONGOLAISE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

Editée par le Conseil Scientifique National
Ministère de la Recherche Scientifique et
Innovation Technologique
République Démocratique du Congo

ISSN (Online): 2959-202X ISSN Print) :2960-2629 DOI: 10.59228 rcst

www.csnrdc.net

Notre revue est indexée dans les plateformes suivantes:



Conditions d'abonnement

Ordinaire : 15\$
Soutien : 30\$
Honneur : 50\$

Le Conseil Scientifique National (CSN) est l'organe unique de contrôle et de décision de l'ensemble des Centres et Instituts de Recherche en RDCongo .

Conformément à l'article 24 de l'Ordonnance-loi n°82-040 du 5 novembre 1982 portant organisation de la Recherche Scientifique et technique, le Conseil Scientifique National est chargé de (d') :

1. délibérer des orientations et priorités des plans et programmes de recherches scientifiques et technologiques à effectuer dans le pays ;
2. délibérer sur l'allocation des ressources consacrées par le budget de l'Etat aux activités scientifiques et technologiques ;
3. contrôler la gestion financière des Centres et Instituts de Recherche ;
4. approuver le budget des Instituts et Centres de Recherche et la présente avec avis du Ministre de la Recherche Scientifique ;
5. approuver le règlement organique des Instituts et Centres de Recherche ;
6. proposer au Ministre de la Recherche Scientifique la nomination et la promotion du personnel scientifique ou du personnel administratif de commandement.

Pour les annonces et les partenariats nous contacter

Imprimé le 20 Mars 2026



Boulevard du 30 juin, Place « Royal ». Immeuble Kasai, 2ème Niveau aile Gauche, Commune de la Gombe



Site Web : www.csnrdc.net



Email: contact@csnrdc.net



N°Tél: +243 81 87 96 646; +243 89 85 32 086